

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé des Transports  
Direction générale des infrastructures, des  
transports et de la mer  
Direction des affaires maritimes  
Sous-direction des activités maritimes  
Sous-direction de la sécurité maritime

## Note technique du 21 mars 2019

**relative au recours à la réserve opérationnelle de la Marine Nationale pour des emplois  
dans les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) en  
mer**

NOR : TRAT1901155N

*(Texte non paru au journal officiel)*

**La ministre chargée des Transports**

à

### **Pour attribution :**

Direction interrégionale de la mer (DIRM) – Direction de la mer (DM)  
– Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS)

### **Pour information :**

Secrétariat général du Gouvernement  
Secrétariat général du MTES et du MCTRCT  
Inspection générale des affaires maritimes (IGAM)  
Ministère des Armées / Direction du personnel militaire de la Marine (DPMM)

<b>Résumé :</b> La présente note technique fixe les lignes directrices applicables pour le recours à la réserve opérationnelle pour des emplois dans les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS).
---

<b>Catégorie :</b> Directives adressées par le ministre chargé des Transports aux services chargés de leur application.	<b>Domaine :</b> Mer ; Défense.
---	---------------------------------

<b>Type</b> : Instruction du Gouvernement <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		<b>et /ou</b> Instruction aux services déconcentrés <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
<b>Mots clés liste fermée</b> : Sécurité.		<b>Mots clés libres</b> : Sécurité maritime.	
<b>Texte(s) de référence</b> : Instruction du 15 octobre 1992 relative aux Centres Régionaux Opérationnels de Surveillance et de Sauvetage (CROSS)			
<b>Circulaire(s)abrogée(s)</b> :			
<b>Date de mise en application</b> : immédiate			
<b>Date de publication en vue de son opposabilité</b> :			
<b>Pièce(s) annexe(s)</b> :			
<b>N° d'homologation Cerfa</b> :			

## 1. Cadre général du recours à la réserve opérationnelle en CROSS

Il peut être recouru à la réserve opérationnelle dans les CROSS pour :

- disposer d'expertise particulière dans des domaines intéressant l'activité des centres ;
- satisfaire des besoins de formation ;
- faire face aux pics d'activité ;
- renforcer les effectifs en fonction des vacances de poste éventuelles.

Il peut également être recouru à cette ressource pour pourvoir à des emplois dans des services dont l'activité est liée aux missions des CROSS, et en particulier au sein des structures suivantes :

- École Nationale de la Sécurité et de l'Administration de la Mer (ENSAM – formations CROSS) ;
- Direction des affaires maritimes.

Les réservistes sont soumis à l'ensemble des règles applicables au sein du CROSS et des services lors de leurs périodes d'activité.

## 2. Conditions de recours à la réserve opérationnelle dans les CROSS

Le recours à la réserve opérationnelle peut concerner des emplois d'officiers ou d'officiers marinières.

### 2.1. Personnel officier

Les officiers de réserve n'ont pas vocation à se substituer au personnel officier titulaire des CROSS et des services susvisés.

L'exercice par un officier de réserve de fonctions dans les domaines du soutien et de l'expertise (formation, appui ponctuel dans différents domaines intéressant l'activité des CROSS, etc) nécessite un profil et des compétences adaptées au besoin, à l'appréciation du directeur du centre.

L'exercice des fonctions d'officier de permanence et de coordonnateur de la mission de sauvetage (CMS), voire de chef de quart, nécessite la délivrance des habilitations requises par

le directeur du centre considéré. Cette habilitation implique la reconnaissance préalable d'un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui des officiers titulaires du centre.

En ce domaine, et sous réserve du maintien régulier de leur niveau de connaissances et de pratique, une priorité sera donnée au vivier des officiers de réserve qui ont été pendant leur carrière d'active :

- affectés en CROSS, en tant qu'officier chef de service et officier de permanence/CMS pendant une durée minimum de deux années ;
- ou habilités CMS par un directeur de CROSS d'outre-mer ou d'un *Maritime Rescue Coordination Center* (MRCC) / *Joint Rescue Coordination Center* (JRCC), pendant une durée minimum de deux années.

De façon complémentaire, il peut être recouru à des officiers de réserve présentant un profil différent, sous réserve :

- qu'ils disposent d'une expérience adaptée aux exigences de la fonction ;
- qu'ils aient suivi le cycle de formation initiale, dispensé par l'ENSAM, en rapport avec la fonction exercée ;
- qu'ils aient suivi, au sein du centre d'affectation, le même parcours d'intégration que les officiers titulaires.

Les officiers de réserve habilités pour exercer des fonctions au sein d'un CROSS, peuvent également être habilités dans un autre centre, moyennant la reconnaissance du niveau de qualification et d'expérience.

L'habilitation par le directeur du CROSS implique également le maintien régulier des compétences par l'entraînement et la pratique opérationnelle.

## **2.2. Personnel officiers marins**

L'emploi d'officiers marins de réserve vise principalement à maintenir un niveau d'effectif en adéquation avec l'effectif pourvu en titulaires au sein du CROSS, pendant les périodes où ces titulaires sont en congés (hors congés annuels), lors des temps de ralliement, ou lors de pics saisonniers d'activité.

L'exercice des fonctions de chef de quart ou d'adjoint de quart sauvetage, navigation ou service spécialisé nécessite la délivrance des habilitations requises par le directeur du centre considéré. Cette habilitation implique la reconnaissance préalable d'un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui des personnels titulaires du centre.

À ce titre, et sous réserve du maintien régulier de leur niveau de connaissances et de pratique, une priorité sera donnée au vivier des officiers marins de réserve possédant :

- une expérience préalable de la navigation maritime au cours d'une carrière de navigant, et/ou,
- une expérience préalable en CROSS ou en service opérationnel similaire.

### **3. Modalités de prise en charge administrative**

#### **3.1. Rappel relatif aux caractéristiques du contrat de réserviste**

La réserve opérationnelle repose sur un contrat d'engagement établi entre le ministère des armées et le réserviste pour une durée initiale comprise entre 1 et 5 ans.

Le contrat fixe de manière prévisionnelle la durée des activités du réserviste. Cette durée peut varier pour raisons de service, sous réserve d'accord entre les parties.

#### **3.2. Modalités de création des postes de réserviste en CROSS**

Chaque poste de réserviste est défini par une fiche de poste précisant le centre ou le service d'affectation.

En amont de la création du poste de réserviste, cette fiche de poste est adressée par la direction de rattachement d'un centre (DIRM/DM) à la direction des affaires maritimes (sous-direction de la sécurité maritime – MTES/DGITM/DAM/SM1).

Après analyse de la demande, la direction des affaires maritimes demande la création du poste auprès de la direction du personnel militaire de la Marine, chargée de procéder à son enregistrement.

#### **3.3. Mise en œuvre du contrat de réserviste**

Le CROSS identifie le vivier susceptible de répondre aux critères posés par les fiches de poste, et s'assure des conditions de disponibilité des réservistes réunissant les conditions requises, en lien avec l'antenne pour l'emploi des réservistes de rattachement (APER).

Les contrats de réservistes créés peuvent donner lieu à une activation, sous la forme d'une convocation, à partir du moment où les conditions du recours à cette ressource complémentaire visées ci-dessus sont réunies, et que la disponibilité du réserviste est confirmée.

La convocation des réservistes, ainsi que le suivi des contrats relèvent du CROSS ou du service concerné, en lien avec les réservistes et l'antenne pour l'emploi des réservistes de rattachement.

Le volume autorisé de réservistes par CROSS est de 100 jours de réserve par an pour les officiers et 200 jours pour les officiers marinières, récupération comprise.

Un tableau de suivi des jours de réserve est tenu à jour par le CROSS concerné, et communiqué trimestriellement à la direction des affaires maritimes (MTES/DGITM/DAM/SM1). Un décompte annuel par CROSS ou service est établi conjointement par la direction des affaires maritimes et la direction du personnel militaire de la Marine.

La présente note technique sera publiée sur le site <http://circulaire.legifrance.gouv.fr/>.

Fait, le 21 mars 2019

La ministre auprès du ministre d'État,  
ministre de la transition écologique et  
solidaire, chargée des transports

Pour la ministre et par délégation  
Le directeur des affaires maritimes

Thierry COQUIL

**Signé**